

**RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE
CHINE**

**Pas de justice pour les victimes de la
répression de 1997 à Gulja (Yining)**

Index AI : ASA 17/011/2003

Les forces de sécurité chinoises auraient ouvert le feu sur des manifestants ouïghours les 5 et 6 février 1997, dans la ville de Gulja (Yining), faisant plusieurs dizaines de tués et de blessés. La manifestation du 5 février, pacifique à l'origine, fut suivie de plusieurs jours de heurts sporadiques, au cours desquels des civils et des membres des forces de sécurité furent blessés. Des milliers de personnes furent placées en détention tandis que les forces de sécurité ratissaient la ville, arrêtant manifestants et sympathisants supposés ainsi que leurs proches. Beaucoup de ceux qui furent placés en détention auraient été torturés.

Aujourd'hui 4 février, à la veille du sixième anniversaire de la manifestation, Amnesty International s'adresse à Ismail Tiliwaldi, le président récemment nommé du gouvernement régional de la région autonome ouïghoure du Xinjiang pour lui demander qu'une enquête indépendante soit menée au sujet des graves violations des droits humains qui se seraient produites pendant et après la manifestation et réclamer davantage d'information concernant les personnes emprisonnées.

“ Nous craignons que beaucoup n'aient été emprisonnés en violation de leurs droits fondamentaux ou après des procès inéquitables ”, a déclaré Amnesty International, ajoutant que l'organisation avait les dossiers de vingt personnes qui seraient encore détenues, mais qu'elle estimait que le nombre total était beaucoup plus élevé.

“ Dans l'intérêt d'une plus grande transparence, les autorités doivent rendre public le sort des personnes détenues et préciser leur statut juridique actuel et les accusations dont elles ont à répondre, a encore dit l'organisation de défense des droits humains. Les autorités doivent également réagir à d'autres graves violations des droits humains qui se sont produites pendant le mouvement de répression à l'égard des protestataires. ”

Plusieurs centaines de manifestants auraient été aspergés d'eau glacée après avoir été interpellés et transférés dans un espace

public à ciel ouvert le 5 février. Un certain nombre d'entre eux ont dû être amputés à cause de graves gelures. Au moins deux personnes détenues après la manifestation sont mortes en détention, apparemment à la suite de tortures.

Aucune enquête indépendante n'a été menée à notre connaissance concernant les allégations de violations graves des droits humains perpétrées à cette époque.

“ Depuis six ans, les victimes de ces tragiques événements n'ont pu obtenir justice, a déclaré Amnesty International. Accorder l'impunité à ceux qui ont perpétré ces violations graves des droits humains ne ferait qu'attiser le feu de la révolte et accroître l'instabilité dans cette région. ”

Les autorités chinoises ont déclaré depuis que la manifestation et les heurts qui ont suivi avaient été organisés par des *“ terroristes ”*. Elles n'ont toutefois apporté aucune preuve pour étayer cette thèse. Selon des témoins oculaires, les manifestants étaient des gens de la région et les heurts se sont produits en grande partie à cause de la brutalité des forces de sécurité.

“ En l'absence de toute preuve fiable ou crédible d'implication “ terroriste ” dans ces mouvements de protestation, il semble qu'il s'agisse là d'un nouvel exemple de l'usage subjectif de la notion de “ terrorisme ” par les autorités pour justifier la répression et les graves violations des droits humains à l'encontre de personnes qui tentaient simplement d'exercer leurs droits fondamentaux dans le région autonome ouïghoure du Xinjiang ”, a souligné Amnesty International.

Complément d'information

La manifestation du 5 février 1997 avait été organisée en réaction à la répression accrue exercée à l'encontre de la culture traditionnelle et des activités religieuses des Ouïghours à Gulja et dans sa région depuis déjà plusieurs années. Parmi les mesures répressives figuraient l'interdiction des *“ meshreps ”* - une forme traditionnelle de rencontres conviviales reprise par les Ouïghours de Gulja en 1994 - l'interdiction d'une ligue de football locale ouïghoure et la fermeture de plusieurs écoles religieuses indépendantes. L'arrestation arbitraire de Ouïghours, y compris des membres influents de la communauté locale et des chefs religieux avait encore exacerbé les tensions et le sentiment de mécontentement.

Des centaines de personnes originaires de la région ont pris part à la manifestation du 5 février, criant des slogans religieux et demandant l'égalité pour les Ouïghours. Selon des témoins oculaires, les manifestants n'étaient pas armés.

Les forces de sécurité ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser la manifestation et des heurts violents se sont produits lorsque l'information a commencé à circuler ; des gens de plus en plus nombreux sont descendus dans la rue dans divers quartiers de la ville. Quelques policiers auraient tiré sur la foule. On estime à plusieurs dizaines de personnes le nombre des tués et des blessés, mais le nombre total de victimes n'est pas connu. Des milliers d'habitants ont été interpellés pendant les deux semaines qui ont suivi ce mouvement de protestation et un grand nombre d'entre eux auraient été torturés. Certains ont été maintenus en détention plusieurs mois sans aucun chef d'inculpation.

Des témoins oculaires ont raconté que les personnes détenues pendant et après la manifestation avaient été traitées avec une extrême brutalité. Un groupe de 300 à 400 personnes par exemple, parmi lesquelles des enfants, a été arrêté le 5 février 1997, parqué dans un espace public, un stade selon certains, où on les a aspergés d'eau glacée et laissés mouillés deux heures durant par une température qui en février est très inférieure à zéro. Un grand nombre d'entre eux ont souffert de gelures graves et certains auraient eu des pieds, des doigts ou des mains amputés.

Au moins deux personnes sont mortes en détention, suite à des actes de torture semble-t-il. Leur arrestation était liée à la manifestation de Gulja. D'après les informations qui sont parvenues à Amnesty International, aucune enquête indépendante n'a été menée sur les causes de leur mort. Il s'agit de :

Salam Kari, un jeune homme de Gulja, qui avait constitué une équipe de football ouïghoure dans cette ville au milieu des années 90. Il avait été arrêté en mai 1997 dans le cadre de la répression de la manifestation de février. Il est mort quelques jours plus tard. Son corps, rendu à sa famille, portait des traces de torture, selon les informations qui nous sont parvenues. La

police aurait déclaré qu'il s'était suicidé en prison.

Abdulhelil, homme d'affaires de vingt-huit ans, fondateur des " *meshreps* " , mort en prison le 17 octobre 1997. Il aurait été battu violemment à plusieurs reprises et aurait subi diverses tortures. Il avait été arrêté le 5 février 1997. On l'accusait d'être le chef de la manifestation qui se déroulait ce jour-là. On lui aurait interdit tout contact avec sa famille après son arrestation. Après sa mort, son corps aurait été enterré dans une fosse peu profonde sous forte escorte policière. Les autorités nièrent sa mort dans un premier temps avant de déclarer qu'il avait succombé à une attaque cardiaque après avoir contracté une infection respiratoire et développé une myocardite en prison.

Seraient encore en prison :

Ablat Patar, chirurgien à l'hôpital militaire de Gulja, qui aurait été arrêté début juillet 1998 pour avoir soigné des " *nationalistes séparatistes* ", dont certaines personnes blessées lors des incidents de 1997 à Gulja. Selon des sources non officielles, il pourrait être détenu dans la prison Yengi Hayat de Gulja. On n'a pas d'autres détails concernant les charges qui pèsent contre lui et aucune information à propos de son statut juridique actuel.

Iminjan, vingt-huit ans, enseignant, aurait été arrêté lors des mouvements de protestation de février 1997 et torturé lors de sa détention. On l'aurait notamment obligé à se tenir debout pieds nus dans la neige avant de l'asperger d'eau glacée, ce qui a provoqué de sévères gelures aux deux pieds. On l'aurait accusé " *d'activités religieuses illégales* " et condamné à dix ans de prison lors d'un procès secret en mars ou avril 1998. On ignore tout de son sort.

Kasim Haji, Hamit Mejit et Shevket Sakhal (ou Shevket Tursun), trois hommes d'affaires arrêtés en mars ou avril 1997. Ils auraient transmis des informations concernant le mouvement de protestation de février à un groupe de journalistes étrangers. Selon des informations non confirmées, ils auraient été condamnés à des peines allant de quinze à dix-huit ans de prison mais on ignore où ils se trouvent actuellement.

Dans un rapport officiel publié dans le Quotidien du Peuple (*Renmin Ribao*) le 21 janvier 2002, les autorités chinoises ont décrit les événements du 5 février et ceux

qui ont suivi comme “ *des troubles sérieux* ” orchestrés par le *East Turkestan Islamic Party of Allah* (Parti islamique d'Allah du Turkestan oriental). Lors d'une conférence de presse le 12 septembre 2002, Kong Quan, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré que c'était l'autre nom du *East Turkestan Islamic Movement* (ETIM, Mouvement islamique du Turkestan oriental). L'ETIM avait été mis sur la liste des “ *organisations terroristes* ” par le Conseil de sécurité de l'ONU la veille après un intense travail de pression de la Chine. ●

Pour obtenir de plus amples informations veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>